

...Suite de la page 1

Au service du capitalisme et contre le peuple

« Nous attendons un plan de réformes détaillé et ambitieux » a prévenu le socialiste MOSCOVICI commissaire européen aux affaires économiques.

Derrière tout ça on voit apparaître la fin du contrat à durée déterminée, l'extension, la généralisation de la précarité à l'ensemble des travailleurs, la flexibilité des horaires de travail, la baisse des salaires, le travail par intermittence au gré du patron.

Le capitalisme se porte bien

Au même moment le gouvernement vient d'annoncer 2,5 milliards de nouveaux cadeaux fiscaux au MEDEF qui vient de lui exprimer sa gratitude mais sans manquer de lui rappeler qu'il faut poursuivre la baisse du « coût du travail ». Avec un gain de 18% le CAC40 enregistre son meilleur début d'année depuis 1998 et les autres grands indices européens ont aussi bondi. Le capitalisme se porte bien, les peuples paient.

Ils appuient la ligne gouvernementale.

Tous les médias aux ordres bombardent l'opinion à coup d' « arguments » élaborés par les équipes dirigeantes du MEDEF et du gouvernement.

Des exemples :

« Un contrat (de travail) peut être rompu quand l'entreprise va mal sans que le juge ait à se prononcer sur la réalité du mal » (éditorial des « Echos » intitulé « Pour un contrat de travail unique »).

Sous le titre : « Réécrire un code du travail du 21 siècle » « Le Figaro » du 9 avril offre une page entière à des individus qui étalent leur haine des travailleurs. « Ce monument d'absurdité est la principale raison pour laquelle les chefs d'entreprises se refusent à recruter.... Il faut en finir avec les soviets des temps modernes que sont les prud'hommes.... Il ne faut pas tolérer cette logique bureaucratique, marxiste, hors sol des inspecteurs du travail ». C'est signé TETREAU (associé – gérant de MEDIAFIN) qui constate avec plaisir que Valls et Macron « semblent résolus à renverser ce cycle là ».

Sous le titre « Quel licenciement économique ? », un certain Bertrand NOUEL « expert » à l'IFRAP (Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques) y va du même couplet. « Il faudra bien que l'on finisse par conserver la liberté essentielle de l'employeur, celle de diriger son entreprise, que les tribunaux n'ont ni la légitimité ni la compétence de lui disputer. L'employeur

est le seul juge de l'opportunité de procéder à cette réorganisation ou à ces suppressions de postes et de la façon de procéder ».

Un comportement inadmissible

Le secrétaire de la CFDT Laurent BERGER a salué le contenu à l'avant projet de loi sur le dialogue social qui rendra la discussion avec le patronat « plus réelle et moins formelle ». Dans le journal « Les Echos » il affirme qu' « il n'y a pas d'austérité en France et qu'il faut arrêter de nourrir la désespérance sociale ». A la question : « la réforme des prud'hommes contenu dans la loi MACRON va-t-elle dans le bon sens ? », il répond : « Oui. Nous sommes pratiquement les seuls parmi les partenaires sociaux à le dire ».

Qu'en pensent les adhérents et les salariés influencés par la CFDT qui subissent les mêmes conditions de vie et de travail que leurs autres camarades ? Le retentissement de la journée d'action du 9 avril aurait été encore plus fort si les dirigeants nationaux de ce syndicat y avaient appelé.

Elles en veulent toujours plus

Les multinationales capitalistes en veulent toujours plus, pour trouver en permanence de nouvelles sources de profits elles veulent imposer de nouveaux reculs sociaux, faire payer le peuple. Le gouvernement socialiste est à leur service.

Le capitalisme fait des ravages. Le mécontentement est énorme, les salariés, le peuple rejettent cette politique, ils l'ont exprimé lors des récentes élections départementales.

Tous ensemble contre le capitalisme

Seule la lutte unie de plus en plus forte tous ensemble contre le capitalisme et son gouvernement peut bloquer les nouvelles attaques d'envergure qu'ils viennent d'annoncer et qu'ils se préparent à lancer dans les prochains jours. Après la journée du 9 avril, il faut aller plus loin, beaucoup plus loin. Il faut lutter tous ensemble contre le pouvoir capitaliste et ses serviteurs, le PS, l'UMP, le FN ...

Un parti révolutionnaire pour lutter et changer la société.

Tout ce qui se passe montre le besoin d'un grand parti révolutionnaire à la disposition de la classe ouvrière, des travailleurs, et du peuple. Communistes est ce parti, il est le seul qui appelle à abattre le capitalisme.